

ACCORD-CADRE N° 25PS5006

**POURSUITE DE L'EXPERIMENTATION DU PLACEMENT  
DU CONJOINT VIOLENT**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières**

*Code de la commande publique*

*(Issu de l'Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2019 portant respectivement partie législative et réglementaire du code de la commande publique)*

## Sommaire

---

1. LE CONTEXTE .....	3
2. LES PRESTATIONS ATTENDUES .....	5
2.1. Le public pris en charge .....	5
2.2. Les locaux de prise en charge .....	7
2.3 L'accueil en hébergement individualisé.....	7
2.4. La composition de l'équipe .....	7
2.5. Les modalités d'évaluation et de prise en charge du public.....	8
2.5.2. La phase d'évaluation et les modalités de validation du plan d'accompagnement .....	9
2.5.3. Les modalités de prise en charge et le contenu du plan d'accompagnement	11
2.6. L'aide à la décision judiciaire.....	13
3. LA FIN DE LA PRISE EN CHARGE.....	14
3.1 La durée de la prise en charge.....	14
3.2 La réversibilité du marché.....	14
4. LES DOCUMENTS A REMETTRE ET LE SUIVI DES TRAVAUX.....	14
4.1. Les livrables .....	14
4.2. Le suivi des travaux .....	15

## 1. LE CONTEXTE

---

La lutte contre les violences conjugales constitue, depuis plusieurs années désormais, une politique prioritaire du Gouvernement. Le Grenelle des violences conjugales, qui s'est tenu du 03 septembre au 25 novembre 2019, a décliné 54 mesures, dont 21 concernent plus particulièrement le ministère de la Justice, dans l'objectif d'une plus grande sécurisation des victimes et d'un renforcement de la prise en charge des auteurs.

Par ailleurs, le plan interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027, intitulé « Toutes et tous égaux » et annoncé le 8 mars 2023, présente dans son axe 1 diverses actions afin de lutter contre les violences faites aux femmes.

Cet engagement décisif des pouvoirs publics dans la lutte contre les violences commises au sein du couple s'est traduit par un accroissement inédit des poursuites et des condamnations pénales en la matière : selon l'observatoire des violences par conjoint, en 2023, plus de 58 960 personnes ont été poursuivies pour des violences commises au sein du couple et plus de 40 400 ont été définitivement condamnées pour le même type de faits, soit une hausse de plus de 130% par rapport à l'année 2017.<sup>1</sup> Le nombre de personnes prises en charge par l'administration pénitentiaire pour des faits de violences conjugales est quant à lui passé de 26 938 au 1<sup>er</sup> janvier 2020 à 58 659 au 1<sup>er</sup> octobre 2024, soit une augmentation de plus de 115% en un peu plus de quatre années seulement.

Dans le prolongement de la loi [n°2020-936 du 30 juillet 2020 visant à protéger les victimes de violences de conjugales](#), et de la [circulaire du 23 septembre 2020 relative à la politique pénale en matière de lutte contre les violences conjugales](#), le garde des Sceaux, ministre de la Justice Monsieur Eric Dupond-Moretti a, sur proposition de Madame Isabelle Rome, haute fonctionnaire à l'égalité femmes-hommes, décidé, dès le mois de septembre 2020, de la mise en place à titre expérimental d'un dispositif innovant : le contrôle judiciaire avec placement probatoire (CJPP).

Le CJPP assure trois fonctions cumulatives que sont l'éviction immédiate du conjoint violent, un strict contrôle des obligations via un suivi renforcé, et une prise en charge pluridisciplinaire. Il participe également d'une meilleure coordination des actions et du partage de l'information entre tous les acteurs de la lutte contre les violences conjugales, tels que recommandés par l'Inspection générale de la Justice et l'Inspection générale de l'administration<sup>2</sup>.

Porté de concert par la direction de l'administration pénitentiaire (DAP) et la direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), le CJPP a d'abord été expérimenté à Nîmes, dès le mois de décembre 2020, puis à Colmar quelques semaines plus tard, cette première phase d'expérimentation ayant fait l'objet d'un conventionnement entre les autorités judiciaires, les directions interrégionales des services pénitentiaires et les partenaires associatifs.

Fort des premiers résultats de la recherche évaluative menée par le Laboratoire de Recherches et d'Innovation de la DAP, communiqués en septembre 2021, mais également de l'investissement de l'ensemble des personnels pénitentiaires et de l'implication constante des chefs de juridictions des

---

<sup>1</sup> [Les Lettres de l'Observatoire national des violences faites aux femmes | Arrêtons les violences](#)

<sup>2</sup> Rapports de mission conjointe d'inspection et de fonctionnement des faits survenus respectivement à [Mérignac en mai 2021](#) et [Hayange en juin 2021](#)

deux sites expérimentaux et de l'administration centrale, le garde des Sceaux a acté son extension à 8 nouveaux sites, permettant de couvrir l'ensemble des inter-régions des services pénitentiaires.

Le CJPP permet, dès la phase pré-sentencielle, une prise en charge spécifique adaptée aux violences commises dans la sphère du couple. Assurant également une éviction immédiate du partenaire violent vers un « *établissement d'accueil adapté dans lequel la personne est tenue de résider* », il permet un strict contrôle des obligations et interdictions judiciairement prononcées.

L'orientation vers ce dispositif n'ayant pas vocation à avoir comme unique objectif l'éviction du domicile, sa spécificité réside ainsi dans la qualité et le renforcement de l'accompagnement de l'auteur, qui ne se résume pas à son hébergement, mais s'entend également d'un suivi sanitaire, social, éducatif et psychologique, porté tant par le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) en charge du mandat judiciaire que par la structure responsable de l'établissement d'accueil.

En outre, la prise en charge initiée dans le cadre du placement sous contrôle judiciaire (article 138 du code de procédure pénale) peut se poursuivre à l'issue de la comparution devant la juridiction de jugement, dans le cadre de l'exécution d'une peine, assortie d'une mesure de sursis probatoire (art 132-40 du code pénal), de sursis probatoire renforcé (article 132-41-1 du code pénal) ou aménagée sous la forme d'un placement à l'extérieur (art. 132-25 du code pénal).

Ce cahier présente les attendus d'exécution des prestations confiées au titulaire par le marché public. Les structures retenues doivent proposer notamment un hébergement surveillé, l'hébergement constituant une obligation faite à la personne dans le cadre de la mesure judiciaire qui lui est imposée. Elles doivent également mettre en œuvre immédiatement une prise en charge globale, renforcée et pluridisciplinaire, adaptée aux auteurs de violences au sein du couple. Cette prise en charge s'effectue sous la direction du SPIP, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Enfin, le CJPP implique une circularisation permanente de l'information entre la structure d'accueil, le SPIP et l'autorité judiciaire. Une convention tripartite, signée au niveau local par le titulaire du marché, le SPIP et les autorités judiciaires, doit permettre de décliner les différents attendus du présent cahier.

L'exécution du présent marché est assurée, pour la direction de l'administration pénitentiaire, par le département des parcours de peine (IP1).



## 2. LES PRESTATIONS ATTENDUES

---

### 2.1. Le public pris en charge

---

Le titulaire du marché prend en charge les personnes mises en examen, prévenues ou condamnées pour des faits de violences commises au sein du couple et orientées par l'autorité judiciaire. La mesure judiciaire prononcée peut être un contrôle judiciaire, un placement à l'extérieur, un sursis probatoire ou un sursis probatoire renforcé. Il pourra s'agir d'hommes ou de femmes, majeurs, pour lesquels le mandat judiciaire est confié impérativement au service pénitentiaire d'insertion et de probation.

Il n'est en revanche pas possible d'orienter vers le dispositif du CJPP, quel que soit le stade procédural, des personnes mises en examen, prévenues ou condamnées pour des faits de violences intrafamiliales autres que des violences conjugales. La notion de violences conjugales doit être entendue au sens large, et inclut notamment le harcèlement et les menaces, lorsque ces infractions sont commises par l'actuel ou l'ancien conjoint, concubin ou partenaire.

Afin de permettre une continuité de prise en charge, l'autorité judiciaire peut prononcer, à l'encontre d'une personne prise en charge en CJPP en phase pré-sentencielle, à l'audience de jugement, un sursis probatoire ou un sursis probatoire renforcé avec obligation de respecter les conditions d'une prise en charge au sein de la structure de CJPP voire un placement extérieur au sein de cette même structure. Le prestataire est tenu de poursuivre la prise en charge jusqu'à la fin de la mesure judiciaire ou jusqu'à la levée de l'obligation précitée.

L'orientation d'une personne en CJPP en phase post-sentencielle est possible y compris lorsqu'elle n'a pas bénéficié de la prise en charge en pré-sentenciel.

Pour la durée du marché prévue par le CCAP, et les reconductions éventuelles, le titulaire doit mettre à disposition 15 places d'hébergement en file active, à l'exception d'un site (Nîmes) où la structure doit disposer de 30 places. La répartition du nombre de places en fonction du cadre judiciaire d'orientation relève du pouvoir d'appréciation du titulaire du marché public, en accord avec les services déconcentrés de l'administration pénitentiaire. Toutefois, les parties prenantes devront veiller à réserver un nombre de places suffisant permettant en continu l'accueil de personnes orientées en pré-sentenciel.

De manière exceptionnelle, le titulaire peut être amené à prendre en charge plus de 15 personnes en file active (en pré ou post-sentenciel). Si un besoin pérenne supérieur à 15 places (ou 30 places pour le site de Nîmes) est constaté, l'administration peut commander plus de prises en charge, dans la limite de 5 places supplémentaires. Cette demande intervient après évaluation des besoins et recueil des avis de la direction interrégionale des services pénitentiaires, du SPIP et des chefs de juridictions concernés.

#### 2.1.1. En phase pré-sentencielle

Trois autorités judiciaires sont susceptibles au sein du tribunal judiciaire d'orienter des personnes vers le dispositif de CJPP, en phase pré-sentencielle, en prononçant une mesure de contrôle judiciaire avec obligation de prise en charge dans un « *établissement d'accueil adapté dans lequel la personne est tenue de résider* », notamment dans les cas suivants :

#### **→ Le juge d'instruction :**

- Dans le cadre d'une ouverture d'information ou au cours de celle-ci (art. 138 18° CPP),
- Dans le cadre d'une demande de mise en liberté (art. 148 al. 4 CPP) ;
- Lors de la décision sur la mesure de sûreté intervenant concomitamment à l'ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (art. 179 CPP).

#### **→ Le juge des libertés et de la détention :**

- Dans le cadre d'une ouverture d'information (art.138 18° CPP),
- Dans le cadre d'un renvoi de comparution immédiate (art. 397-1-1 CPP),
- Dans le cadre d'une comparution à délai différé (art. 397-1-1 CPP),
- Dans le cadre d'une demande de mise en liberté durant l'information (art. 148 al. 4 CPP) ou dans l'attente de l'audience de comparution à délai différé ou de renvoi de comparution immédiate (art. 397-3 CPP),
- Dans le cadre d'une convocation par procès-verbal avec placement sous contrôle judiciaire (CPV-CJ, art. 394 CPP).

#### **→ Le tribunal correctionnel**

- Dans le cadre d'un renvoi de comparution immédiate (art. 396 CPP),
- Dans le cadre d'un renvoi après une ordonnance de renvoi devant le tribunal correctionnel (art. 179 CPP).

Quel que soit le juge mandant, le procureur de la République est par ailleurs à l'initiative, dès le stade de la mise en œuvre des poursuites, d'une réflexion sur l'opportunité de la mesure. Il peut, à cette fin, requérir la réalisation d'une enquête sociale rapide (ESR) permettant d'évaluer la pertinence d'une telle mesure, outre une évaluation personnalisée des victimes (EVVI). L'ESR peut en outre proposer une orientation en CJPP si celle-ci semble opportune quand bien même elle n'a pas été évoquée par le parquet.

#### **2.1.2. En phase post-sentencielle**

Deux autorités judiciaires sont susceptibles au sein du tribunal judiciaire d'orienter des personnes vers le dispositif du CJPP en phase post-sentencielle, notamment dans les cas suivants :

#### **→ Le tribunal correctionnel :**

- Dans le cadre du prononcé d'une peine d'emprisonnement, assortie d'un sursis probatoire (art.132-40 CP) ou d'un sursis probatoire renforcé (art.132-41-1 CP) comprenant l'obligation de respecter les conditions d'une prise en charge sanitaire, sociale, éducative ou psychologique (art. 132-45 20° CP),
- Dans le cadre d'une décision d'aménagement de peine *ab initio* sous la forme d'un placement à l'extérieur (art. 132-25 et 464-2 CP) ;

#### **→ Le juge de l'application des peines ou, le cas échéant, le tribunal de l'application des peines :**

- Dans le cadre d'une décision d'aménagement de peine sous la forme d'un placement à l'extérieur, le cas échéant probatoire à une mesure de libération conditionnelle (art. 712-6, 712-7, 723-1 et 723-15 CPP),
- Dans le cadre d'une procédure de libération sous contrainte sous la forme d'un placement à l'extérieur (art.720 CPP),
- Dans le cadre d'une conversion de peine (art. 747-1 CPP) en sursis probatoire comportant l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ou sursis probatoire renforcé,

- Dans le cadre du pouvoir du juge de l'application des peines d'ajouter des obligations, interdictions aux mesures de sursis probatoire en cours (art. 712-8 et 739 CPP).

## 2.2. Les locaux de prise en charge

---

Les locaux du titulaire doivent être situés dans la communauté urbaine à laquelle appartient le SPIP ou dans un rayonnement géographique de 30 minutes en voiture, dans des conditions normales de circulation. Ils doivent répondre aux normes sanitaires et de sécurité actuellement en vigueur, et être d'une taille suffisante pour l'accueil du public orienté et des professionnels amenés à les prendre en charge. Ils doivent comprendre une salle de prise en charge collective et des bureaux d'entretiens individuels.

Sous couvert de la direction interrégionale des services pénitentiaires et du SPIP concernés, le titulaire transmettra à la préfecture du département du lot concerné toutes les informations utiles sur les plans des locaux afin de permettre, le cas échéant, une intervention rapide des forces de sécurité intérieure.

## 2.3 L'accueil en hébergement individualisé

---

Le titulaire doit proposer, dès le premier jour de prise en charge, un hébergement individuel ou collectif, à l'exclusion de dortoirs, en zone urbaine ou péri-urbaine. S'il est collectif, l'hébergement devra comprendre des espaces privatifs. Les chambres devront disposer de l'équipement hôtelier indispensable à l'hébergement, d'une douche et de toilettes.

Par ailleurs, la mixité du public dans les logements étant proscrite, le titulaire du marché doit prévoir des modalités d'hébergement permettant la prise en charge de publics masculins et féminins simultanément.

Le loyer et l'ensemble des charges sont pris en compte au titre de la facturation du marché. Du fait des caractéristiques de la mesure et de l'obligation faite à la personne de résider au sein de la structure, aucune contribution financière ne peut être demandée à la personne placée sous main de justice, y compris sous la forme d'une caution.

Un état des lieux contradictoire doit être réalisé à l'entrée et à la sortie du logement. La structure doit s'assurer contre toute dégradation potentielle. En cas de dégradation volontaire la personne placée peut en être tenue responsable.

## 2.4. La composition de l'équipe

---

L'équipe dédiée à l'exécution du marché est diversifiée et pluridisciplinaire. Elle est composée à minima :

- D'un cadre responsable de la structure, interlocuteur direct de la DAP pendant toute la durée d'exécution du marché,
- D'un travailleur social diplômé d'État et expérimenté en matière d'insertion sociale et professionnelle (ex : éducateurs spécialisés, assistants de service social),

- D'un psychologue ayant, de préférence, une expérience ou formation en matière de violences conjugales.

Parmi les membres de l'équipe pluridisciplinaire, le titulaire désigne, pour chaque personne orientée, un référent. Ce référent est l'interlocuteur privilégié de la personne placée sous main de justice, mais également du SPIP, pour toutes les situations individuelles dont il a la charge.

Par ailleurs, dans le cadre du suivi des personnes orientées, une structure spécialisée dans les soins en addictologie doit être saisie dans un délai maximum de 10 jours à compter de la décision judiciaire d'orientation. Pour ce faire le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour conclure, avec des structures spécialisées en addictologie, un partenariat visant à permettre un accès prioritaire du public orienté et assurer ainsi une prise en charge effective.

En cas de modification de la composition de l'équipe en cours d'exécution du marché, le titulaire doit mettre la DISP en capacité de vérifier que la nouvelle composition respecte les attendus précités. A cette fin, il doit l'informer du projet de modification dans un délai minimum d'un mois.

En cas d'absence d'un personnel impactant la bonne exécution du marché public, le titulaire doit en informer la DISP dans les meilleurs délais et présenter de nouvelles modalités d'organisation permettant de suppléer à cette absence et de poursuivre l'activité.

Le titulaire doit enfin, mettre en place un système de permanence et d'astreinte permettant, de manière constante, la prise en charge immédiate de la personne placée sous-main de justice à l'issue de l'audience, ainsi que la circularisation, en temps réel, des incidents le cas échéant. Ce système de permanence et d'astreinte est la condition de la réalisation effective par le titulaire de sa mission de surveillance et de contrôle du respect des dispositions du règlement intérieur par les publics pris en charge.

## 2.5. Les modalités d'évaluation et de prise en charge du public

### 2.5.1 La phase d'admission du public

Le titulaire doit prendre en charge immédiatement, à l'issue de l'audience ou dès que la décision judiciaire est devenue exécutoire, les personnes orientées par l'autorité judiciaire. Cette prise en charge immédiate s'entend, a minima, de l'hébergement de la personne placée sous main de justice et de la rencontre avec le cadre responsable de la structure ou de son représentant ; elle nécessite la mise en place d'un système de pré-alerte par l'autorité judiciaire de la structure d'accueil, organisé au niveau local, permettant également l'information immédiate du SPIP.

Sauf indisponibilité de place d'hébergement, le titulaire n'est pas autorisé à refuser une prise en charge.

A réception de la pré-alerte, le titulaire doit organiser la prise en charge de la PPSMJ en sortie d'audience. Chaque personne accueillie dans le dispositif bénéficie, dans les 24h suivant son arrivée, d'un entretien avec un personnel de la structure qui lui rappelle le cadre de son admission, les obligations et interdictions fixées par la décision judiciaire et lui notifie le règlement intérieur de la structure d'accueil, qu'elle doit respecter.

A compter de la saisine par l'autorité judiciaire, la prise en charge par la structure débute dans un délai maximal de 3 jours. Les délais de prise en charge par la structure doivent être indiqués au SPIP et à l'autorité judiciaire locale qui doivent impérativement être informés avant toute décision de placement probatoire de l'impossibilité pour la structure de prendre en charge le placé à la sortie de l'audience, ce sous réserve de l'existence de la pré-alerte précitée. Le SPIP transmet cette information à la DISP en charge du pilotage du présent marché au niveau local.

## 2.5.2. La phase d'évaluation et les modalités de validation du plan d'accompagnement

---

### 2.5.2.a En pré-sentenciel

---

A l'issue de la phase d'admission et dans un délai maximal d'un mois, le titulaire du marché élabore un projet personnalisé avec la personne placée sous-main de justice, transmis au SPIP qui le valide. Ce projet précise les points saillant de la prise en charge et les axes de travail contractualisés avec la personne placée sous main de justice, au regard :

- De sa situation socio-professionnelle et familiale ;
- De son état de santé : notamment en cas de problématique médico-psychologique, de dépendance à l'alcool ou à d'autres produits psychoactifs ;
- De ses besoins d'accompagnement vers le logement ou toute autre démarche de réinsertion ;
- Des informations recueillies sur la situation et le positionnement de la victime.

Le projet personnalisé doit comprendre des modalités diversifiées de prise en charge, individuelle et collective.

Dès cette première phase de la prise en charge, la personne placée est reçue en entretien par un membre de l'équipe du titulaire au moins une fois par semaine. Un effort de pédagogie est réalisé pour générer son adhésion au projet personnalisé et, plus largement, à la mesure.

Une évaluation est réalisée par le SPIP. Le premier entretien intervient dans un délai de 8 jours au plus à compter de la décision judiciaire d'orientation et la méthodologie d'intervention est inspirée du référentiel des pratiques opérationnelles (RPO1), dans le respect du principe de la présomption d'innocence, et adaptée aux spécificités des violences commises au sein du couple.

Pour réaliser son évaluation, le SPIP prend en compte :

- La décision judiciaire prononçant la mesure et notamment les éléments de motivation ;
- La check-list d'entretien spécifique qui permet d'identifier et circonscrire des facteurs pertinents en matière de violences conjugales et l'outil d'évaluation actuariel ODARA / ERVFO<sup>3</sup>.

Les modalités de prises en charge seront entérinées à l'issue d'une commission pluridisciplinaire interne (CPI), présidée par le SPIP et à laquelle le titulaire participe, organisée dans le délai d'un mois à compter de l'admission de la PPSMJ au sein de la structure. Le diagnostic commun de la situation de la personne est établi sur la base :

---

<sup>3</sup> Ontario Domestic Assault Risk/ Evaluation du risque de violence familiale en Ontario

- Des éléments d'évaluation de la PPSMJ réalisée par le SPIP, ainsi que du positionnement de la personne placée vis-à-vis des faits et de la victime, recueilli dans le cadre de l'évaluation ;
- Du projet personnalisé élaboré par la structure d'accueil ;
- Des échanges avec l'association d'aide aux victimes portant sur la prise en compte des intérêts de la victime et sa sécurisation, réalisés par la structure d'accueil ;

A l'issue de la CPI, le SPIP rédige un rapport d'évaluation qu'il adresse à l'autorité judiciaire mandante. Ce rapport synthétise les éléments issus du projet personnalisé, par ailleurs annexé au rapport d'évaluation.

Si nécessaire, en fonction des éléments discutés lors de la CPI et au regard de l'intensité de prise en charge évaluée par le SPIP, le projet personnalisé est adapté ou précisé, en lien avec la structure d'accueil. Il y est également fait mention des éventuelles réticences de la personne prise en charge et des axes de progression identifiés.

Des réunions de synthèse mensuelles sont ensuite organisées par le titulaire. A cette occasion, la prise en charge de la personne est évaluée. Toute modification de la prise en charge ou de ses modalités doit recueillir la validation du SPIP.

#### *2.5.2.b En post-sentenciel*

---

Le titulaire applique aux publics orientés en post-sentenciel, que ce soit dans le cadre d'un sursis probatoire, d'un sursis probatoire renforcé ou encore d'un placement à l'extérieur, les modalités d'élaboration du projet personnalisé précédemment décrites.

Le SPIP intervient auprès de la personne placée sous main de justice selon la méthodologie d'intervention du référentiel des pratiques opérationnelles (RPO1), adaptée aux violences au sein du couple. Il prend là encore en compte la décision judiciaire, la check-list d'entretien et l'outil d'évaluation actuariel ODARA / ERVFO. L'évaluation de la personne, intégrant le projet personnalisé élaboré par la structure d'accueil, permet d'élaborer un plan d'accompagnement et d'exécution de la peine (PACEP).

Conformément aux préconisations du RPO1, la temporalité d'organisation de la CPI et de rédaction du rapport d'évaluation par le SPIP dépend de la durée de la peine, du reliquat de peine ou du délai d'épreuve :

- Lorsque la peine, le reliquat de peine ou le délai d'épreuve est d'une durée inférieure ou égale à 6 mois, la tenue de la CPI et la rédaction du rapport d'évaluation se font dans les délais cités en pré-sentenciel (2.5.2.a) ;
- Lorsque la peine, le reliquat de peine ou le délai d'épreuve est d'une durée supérieure à 6 mois, la tenue de la CPI et la rédaction du rapport d'évaluation par le SPIP intervient, conformément à l'article D113-44 du code pénitentiaire, dans un délai de 3 mois suivant la saisine du SPIP.

Lorsque la personne a déjà bénéficié d'une prise en charge dans le cadre pré-sentenciel, les orientations définies dans le rapport de fin de prise en charge sont immédiatement mises en œuvre afin de permettre une continuité de prise en charge. Ensuite, une réévaluation de la personne est



réalisée dans le délai d'un ou trois mois, selon les cas précités, à la suite de l'audience de jugement ou d'application des peines, puis, a minima tous les 3 mois par la structure d'accueil et le SPIP.

### 2.5.3. Les modalités de prise en charge et le contenu du plan d'accompagnement

#### 2.5.3.a L'accompagnement global

Pour chaque personne orientée, le plan d'accompagnement doit intégrer, en fonction des besoins repérés, les dimensions suivantes :

- Une dimension éducative, psychosociale et psychologique, visant à travailler avec la personne sur ses valeurs, ses représentations (des genres, du couple), les mythes des violences conjugales, à développer ses habiletés sociales, à travailler la gestion des émotions et des conflits et permettant d'évoquer la conscientisation de la problématique de violence conjugale, des notions de contrôle coercitif, d'emprise, de trauma, de psycho-trauma ;
- Une dimension sanitaire permettant d'identifier et de prendre en charge, le cas échéant, les conduites addictives notamment ;
- Une dimension socio-professionnelle permettant le maintien d'une activité professionnelle dans le cadre de la mesure, un accompagnement au retour à l'emploi ou à l'accès à un logement autonome.

Le titulaire veille à diversifier les modalités de prise en charge, en développant des prises en charges collectives adaptées aux besoins des auteurs de violences au sein du couple, dont la réalisation effective dépend du nombre de personnes orientées au sein de la structure. La prise en charge doit pouvoir être adaptée en fonction des contraintes notamment professionnelles des personnes orientées.

La structure d'accueil coordonne la prise en charge mise en place, qui doit comprendre différents modules tant individuels que collectifs. A cette fin, les partenariats développés au niveau national par la direction de l'administration pénitentiaire et au niveau local par le SPIP peuvent être mobilisés.

Tel qu'initié pendant au cours du premier mois de prise en charge, et quel que soit le cadre judiciaire d'accueil, le titulaire reçoit l'intéressé au moins une fois par semaine, selon les modalités définies dans le projet personnalisé.

Outre la CPI précédemment citée, le titulaire organise et conduit des réunions de suivi des situations individuelles une fois par mois, en présence du CPIP référent et / ou du cadre du SPIP. Cette réunion doit permettre une articulation entre les différents acteurs afin d'éviter que leurs interventions respectives ne soient redondantes.

Les partenaires extérieurs spécialisés (CSAPA, CPCA, centre hospitalier, AAV ...) peuvent partager leur analyse de la situation et participer aux réflexions lors de réunions de suivi sur les situations individuelles précitées.

Le SPIP est informé chaque semaine de l'ensemble des activités conduites, et de tout élément marquant. La direction interrégionale des services pénitentiaires et la direction de l'administration

pénitentiaire doivent pouvoir avoir accès, à tout moment, à l'ensemble des écrits produits et peuvent demander tout complément d'information.

#### *2.5.3.b Les modalités de surveillance, de contrôle du respect du règlement intérieur et la gestion des incidents*

---

Dès l'admission de la personne, quel que soit le cadre judiciaire et tout au long de la mesure, le titulaire assure une mission de surveillance et de contrôle du respect du règlement intérieur, particulièrement des horaires de présence au sein des hébergements. Ce contrôle s'entend d'un contrôle pendant les horaires de présence imposés par l'autorité judiciaire ou dans le cadre du règlement intérieur, mais également d'un contrôle permettant de veiller, en tout temps, à l'occupation régulière du logement par la personne placée sous main de justice. Ces contrôles doivent être à la fois réguliers et aléatoires.

Les documents relatifs à cette obligation (règlement intérieur précisant le protocole de surveillance) doivent être adressés par le titulaire au SPIP et à l'autorité judiciaire, qui les valident, dès l'ouverture de la structure.

Au cours de la prise en charge, tout incident, de quelle que nature qu'il soit (ex : retards répétés, absence aux convocations, non-respect des obligations, etc.), doit être signalé au SPIP par la structure d'accueil, en temps réel par courriel, doublé le cas échéant d'un appel téléphonique, au SPIP.

Selon la définition des différents niveaux d'incidents réalisée au niveau local dans la convention tripartite, le SPIP transmet à son tour l'information aux autorités judiciaires en temps réel, voire à la direction interrégionale concernée. Le SPIP informe la structure d'accueil des suites à donner ou données par l'autorité judiciaires aux incidents.

L'ensemble des écrits de la structure d'accueil portant sur les incidents sont consignés dans le dossier individuel de la personne placée sous main de justice.

#### *2.5.3.c La prise en compte de la situation des victimes*

---

Dans le cadre de ce dispositif, une place particulière est réservée à la prise en compte de l'intérêt de la victime et de ses droits. A cette fin, le titulaire doit formaliser, à l'ouverture des hébergements, des modalités de communication avec l'association d'aide aux victimes du ressort, permettant des échanges entre les deux structures tout au long de la mesure.

Outre ces contacts privilégiés, le titulaire doit s'efforcer d'entrer en contact avec l'association saisie de l'accompagnement de la victime lorsque celle-ci réside dans un ressort géographique différent.

La prise en compte de la victime peut par ailleurs faire l'objet d'une évaluation personnalisée permettant l'objectivation de la situation de violences conjugales.

La prise en compte des droits de la victime passe également, pour le titulaire, par le contrôle particulièrement strict qu'il doit opérer du respect, par la personne placée sous main de justice, de l'interdiction d'entrer en contact de quelque façon que ce soit avec la victime.



## 2.6. L'aide à la décision judiciaire

---

L'ensemble des écrits réalisés par le titulaire participant de l'aide à la décision judiciaire et sont transmis en première intention au SPIP. Ce dernier synthétise les éléments qu'il contient ainsi que les observations formulées par la structure d'accueil et les intègre dans son rapport, qu'il transmet à l'autorité judiciaire. Il y annexe les documents communiqués par le titulaire.

### 2.6.1.a En pré-sentenciel

---

Outre le projet individualisé, la structure d'accueil transmet au SPIP un bilan détaillé sur le déroulement de la mesure, un mois avant l'audience devant le tribunal correctionnel.

Ce bilan porte notamment sur :

- Du respect des horaires, du règlement intérieur de la structure et plus largement du comportement général durant la prise en charge ;
- De l'adhésion au programme de soins psychologiques et/ou addictologiques ;
- Des perspectives de sortie du dispositif.

Le SPIP élabore quant à lui, dans le cadre de la préparation de la décision de justice à venir, un rapport de synthèse personnalisé, structuré et évolutif, conformément aux dispositions des articles D113-41, D113-43 et D113-44 du code pénitentiaire.

Ce rapport, synthétisant les éléments de la prise en charge réalisée à la fois par le SPIP et la structure d'accueil doit présenter des éléments circonstanciés permettant, en cas de condamnation, le prononcé d'une peine individualisée et adaptée à la situation actualisée du prévenu. Il est transmis au tribunal judiciaire selon les modalités définies localement, un mois avant l'audience ou dans un délai fixé en accord entre les parties à la convention locale. Le bilan réalisé par la structure d'accueil y est annexé.

Au cours de la mesure, la structure d'accueil transmet au SPIP, à sa demande, tout rapport portant sur l'évolution de la prise en charge de la personne placée sous main de justice permettant à l'autorité judiciaire d'adapter, autant que de besoin, le cadre et les modalités d'exécution de la mesure de justice.

### 2.6.1.b En post-sentenciel

---

La structure d'accueil transmet au SPIP un bilan détaillé sur le déroulement de la mesure de placement à l'extérieur deux mois avant la fin de la mesure. Conformément aux dispositions de l'article D113-44 du code pénitentiaire, le SPIP transmet à l'autorité judiciaire un rapport de fin de mesure un mois avant l'échéance de la mesure au juge de l'application des peines, auquel est annexé le bilan réalisé par la structure d'accueil. Il comporte *a minima* les éléments énumérés précédemment (2.6.1.a).

Concernant le sursis probatoire, le rapport d'évaluation précité et le rapport ponctuel transmis 6 mois après le début de l'entrée dans le dispositif doivent permettre au juge de l'application des peines d'apprécier une éventuelle mainlevée de l'obligation de prise en charge dans un « établissement d'accueil adapté dans lequel la personne est tenue de résider ».

Si la fin de la prise en charge par la structure coïncide avec la fin du délai d'épreuve, le SPIP transmet un rapport de fin de mesure au minimum un mois avant la fin du délai d'épreuve<sup>4</sup>. A cette fin, la structure d'accueil transmet au SPIP un bilan détaillé sur le déroulement de la mesure sursis probatoire deux mois avant la fin de la mesure.

Au cours de la mesure, la structure d'accueil transmet au SPIP, à sa demande, notamment en cas de saisine de l'autorité judiciaire en ce sens, tout rapport portant sur l'évolution de la prise en charge de la personne placée sous main de justice permettant à l'autorité judiciaire d'adapter, autant que de besoin, le cadre et les modalités d'exécution de la mesure de justice.

### **3. LA FIN DE LA PRISE EN CHARGE**

---

#### **3.1 La durée de la prise en charge**

---

Le titulaire prend en charge la personne placée sous main de justice jusqu'à échéance de la mesure judiciaire ayant prononcé l'orientation en CJPP ou jusqu'à la levée de l'obligation des respecter les conditions de prise en charge par la structure. En tout état de cause, cette décision relève de l'autorité judiciaire.

Quel que soit le cadre d'orientation, le service pénitentiaire d'insertion et de probation veille à réévaluer régulièrement l'obligation faite à la personne placée sous main de justice de résider au sein de la structure d'accueil.

#### **3.2 La réversibilité du marché**

---

A l'échéance du marché public, la structure doit poursuivre l'accueil et la prise en charge des personnes qui lui ont été confiées jusqu'à la fin des mesures judiciaires en cours aux termes et conditions du présent marché (CCAP – CCTP).

### **4. LES DOCUMENTS A REMETTRE ET LE SUIVI DES TRAVAUX**

---

#### **4.1. Les livrables**

---

---

<sup>4</sup> Article D113-44 du code pénitentiaire

Livrables attendus			
N°	Livrables	Echéance	Pénalités
1	Hébergements	Un mois après la signature du marché public et tout au long de la durée d'exécution du marché	Voir CCAP
2	Prise en charge immédiate et globale	A la date d'ouverture des hébergements et tout au long de la durée d'exécution du marché	Voir CCAP
3	Permanence et astreinte	A la date d'ouverture des hébergements et tout au long de la durée d'exécution du marché	Voir CCAP
4	Communication du nombre de places disponibles (à destination du SPIP et de l'autorité judiciaire)	A la date d'ouverture des hébergements et chaque semaine, tout au long de la durée d'exécution du marché	Voir CCAP
5	Règlement intérieur (à destination du SPIP et de l'autorité judiciaire) comprenant un protocole de surveillance	A la date d'ouverture des hébergements	Voir CCAP
6	Projet personnalisé de la PPMSJ (à destination du SPIP)	Un mois après le début de la prise en charge de la PPSMJ	Voir CCAP
7	Rapport d'incident (à destination du SPIP)	Tout au long de la prise en charge de la mesure	Voir CCAP
8	Rapport de situation (à destination du SPIP)	A la demande du SPIP tout au long de la prise en charge de la mesure	Voir CCAP
9	Bilan de fin de mesure	Un mois (pré-sentenciel) ou deux mois (post-sentenciel) avant la fin de la mesure	Voir CCAP
10	Formalisation de modalités de communication avec l'association d'aide aux victimes du ressort	A la date d'ouverture des hébergements	Voir CCAP
11	Dispositif permettant une circularisation dématérialisée de l'information (type boîte structurelle)	A la date d'ouverture des hébergements et tout au long de la durée d'exécution du marché	Voir CCAP
12	Tableau de données quantitatives selon le modèle communiqué par la DAP	Chaque mois, à compter du 1 <sup>er</sup> du mois suivant l'ouverture des hébergements	Voir CCAP
13	Bilan annuel de fonctionnement (à destination du SPIP)	12 mois à compter de l'entrée en vigueur du marché public	Voir CCAP

#### 4.2. Le suivi des travaux

Au niveau local, le pilotage est assuré par les directions interrégionales des services pénitentiaires.

Des comités de suivi locaux se réuniront deux fois par an minimum. Ils sont composés du titulaire, de représentants de l'autorité judiciaire concernée (chefs de cour, chefs de juridiction, magistrats

coordonnateurs de service ou chefs de section, magistrats, chargés de mission VIF) et de représentants de la direction interrégionale des services pénitentiaires. L'organisation de ces comités incombe à chacune des directions interrégionales, à l'exception des frais liés aux déplacements du prestataire.

La gouvernance nationale du dispositif est assurée par la direction de l'administration pénitentiaire dans le cadre d'un marché alloti comprenant 10 lots.

Le suivi de l'expérimentation est assuré par le département des parcours de peine (IP1) de la sous-direction de l'insertion et de la probation.

Un comité de suivi national est institué et composé, outre le titulaire, de représentants des directions interrégionales des services pénitentiaires, des SPIP, des autorités judiciaires, de représentants de la direction de l'administration pénitentiaire et de la direction des affaires criminelles et des grâces, et plus largement du ministère de la Justice. Le comité se réunit à l'initiative de la DAP une fois par an au minimum. L'organisation du comité de suivi national incombe à la direction de l'administration pénitentiaire à l'exception des frais de déplacements des titulaires et des autorités judiciaires.